

A la recherche du temps perdu : la science pressée et son éthique pressée

La recherche empirique en sciences sociales a besoin de confiance comme d'air : sans elle, la recherche étouffe. Nous avons besoin de la confiance des personnes avec lesquelles nous nous entretenons. Nous avons besoin de la confiance entre nous.

La confiance, chacun le sait, se gagne *lentement*. Il faut du temps pour créer une relation de confiance. Par contre, chacun le sait aussi, elle peut se perdre rapidement.

Dans un livre devenu classique, Steven Shapin a montré quelles avaient été dans l'Angleterre du XVII^{ème} siècle les conditions sociales de la création de la confiance dans la crédibilité des chercheurs¹. Il y insiste beaucoup : c'est à travers la personne même des chercheurs davantage que dans leurs recherches que la confiance envers ces dernières s'est disséminée. Autrement dit, c'est la confiance faite aux hommes² qui a généré la confiance faite à la science. Il vaut la peine de rappeler un trait majeur de cette génération.

A l'origine de la confiance dans les sciences, des hommes d'honneur

Les chercheurs furent jugés dignes de confiance parce qu'ils étaient nombreux à avoir statut social de gentilhomme et que ce statut garantissait leur indépendance et donc leur impartialité : ils étaient libres de toute dépendance matérielle et par conséquent protégés des pressions intéressées pour infléchir leurs propos. Depuis l'antiquité grecque au moins, une variante de ce raisonnement existait³ : les citoyens de la *polis* se devaient d'être à l'abri de la nécessité matérielle afin d'être en capacité de se dédier au bien commun plutôt que, comme les prolétaires, au souci borné de travailler comme une bête pour survivre jour après jour. Le gentilhomme, homme d'honneur et de parole, est en état de parler vrai parce qu'il n'a pas besoin de mentir. Ce n'est pas qu'il soit intrinsèquement plus vertueux, c'est qu'il ne doit complaire à personne. Seuls les nécessiteux sont obligés de mentir ou, pour le moins, de dissimuler ce qu'ils pensent vraiment. Si le supérieur qui détient la clé de leur survie leur ordonne de dire blanc là où ils voient noir, ils le diront en suivant les préceptes d'une éthique de la subsistance aux antipodes de l'éthique de l'honneur⁴. De telle sorte qu'on ne sait jamais s'ils pensent sincèrement ce qu'ils disent ou bien s'ils rusent. L'ardent désir d'échapper à la contrainte –que provoquent identiquement le besoin matériel ou la violence du maître- fait d'eux des êtres retors, menteurs, absolument pas fiables.

Notons que cette confiance était généralement bien placée. L'opinion publique concernée avait raison de s'attacher à ces indicateurs sociaux de crédibilité. Comme l'écrit Shapin, « le mensonge était supposé procéder d'une situation contrainte ; si bien que celui qui mentait se révélait lui-

¹ Cf. Steven Shapin, *Une histoire sociale de la vérité. Science et mondanité dans l'Angleterre du XVII^{ème} siècle*, Paris, La Découverte, 2014 [1994].

² On voudrait ici pouvoir faire état d'humains ou d'un usage épïcène mais historiquement ce serait erroné : sauf rares exceptions, ce sont bel et bien des individus de sexe masculin qui furent les protagonistes de cette histoire.

³ Cf. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.

⁴ Cf. James Scott, *La domination et les arts de la résistance*, Paris, Editions Amsterdam, 2008 [1992]. Sur les zones grises immanquablement générées par le recours à la ruse, cf. Jean-Michel Chaumont, *Survivre à tout prix ? Essai sur la résistance, l'honneur et le salut de nos âmes*, Paris, La Découverte, 2017.

même comme un homme du commun, vil et dépendant⁵ ». Aucun gentilhomme ne pouvait raisonnablement vouloir cela⁶.

Les conditions sociales de la confiance se sont modifiées au cours des siècles suivants mais de telle sorte qu'avec la démocratisation de la frange des sociétés occidentales, qui sont devenues les plus grandes contributrices au progrès des sciences –toutes disciplines confondues–, la confiance fut non seulement préservée mais accrue.

Pas partout et pas pour tous bien sûr : dans nombre de pays, des savants accompagnaient les colonisateurs et les anthropologues en paient aujourd'hui le prix face aux populations qui leur ont fermé leurs portes ou ne les laissent plus pénétrer que sous haute surveillance. Ou face aux savants « indigènes » qui leur déniaient toute possibilité de compréhension réelle desdits « subalternes » en se revendiquant d'épistémologies décolonisées que les chercheurs du nord n'auraient, en vertu de ce même statut qui fut jadis un sésame de crédibilité, pas la possibilité de s'approprier⁷. Dans l'Angleterre du 17^{ème} siècle, les gentilhommes chercheurs incarnent la crédibilité scientifique. Dans le monde du 21^{ème} siècle, leurs continuateurs inspirent la méfiance. La provenance géographique a remplacé la provenance sociale mais les chercheurs issus de la riche Europe sont bel et bien les héritiers des savants du 17^{ème} et il n'a fallu que quelques décennies pour précipiter leur discrédit dans quantité d'occurrences. Parfois il n'est pas nécessaire de s'éloigner beaucoup des campus pour se heurter à une même méfiance historiquement on ne peut plus justifiée de la part de certaines populations traditionnellement marginalisées. C'est que trop d'élites universitaires du 19^{ème} siècle furent les conseillers zélés des politiques à l'encontre des « classes dangereuses ». A l'instar de l'ethnologie, la criminologie en paie le prix. Les criminologues doivent également montrer patte blanche, jurer de leur engagement aux côtés des populations défavorisées et, pour gage de leur sincérité, acceptent parfois de passer sous les fourches caudines de la censure des associations qui détiennent les clés de l'accès aux populations pour les chercheurs qui n'ont plus le temps de se frayer un accès indépendamment d'elles. Enfin rappelons les cas où, sous couvert de recherches scientifiques, c'est véritablement d'espionnage qu'il s'agit en réalité. Franz Boas fut dès 1919 un des plus virulents dénonciateurs de ces chercheurs-espions: « Ils ont affecté la *crédibilité* de la science, ils ont rendu *le pire de tous les mauvais services* à la recherche scientifique. En conséquence de leurs actes, toutes les nations regarderont avec suspicion les chercheurs étrangers qui désirent effectuer un travail honnête, présumant que d'obscurs desseins se trament »⁸. Il est vrai que c'était dans la Roumanie paranoïaque de Ceausescu mais c'est très exactement ce qui est arrivé en effet à l'anthropologue américaine Katherine Verdery ainsi qu'elle l'a raconté tout récemment

⁵ Steven Shapin, *op. cit.*, p. 22.

⁶ Ce qui ne veut pas dire pour autant que des catégories de personnes n'aient été *injustement* considérées comme globalement peu fiables et peu crédibles et placées tout en bas de ce que H. Becker appelle la « hiérarchie de crédibilité », l'une des nombreuses hiérarchies que les sciences sociales se sont faites un devoir professionnel de ne pas respecter. L'existence ou la co-existence flagrante d'injustices épistémiques majeures ne signifie toutefois pas pour autant que des jugements justes n'aient pu être effectués.

⁷ Pour un exemple particulièrement affligeant et pourtant très influent, cf. Linda Tuhiwai Smith, *Decolonizing Methodologies. Research and Indigenous Peoples*, London, Zed Books, 1999.

⁸ Franz Boas, « Scientists as Spies », *The Nation*, 20 décembre 1919 (traduction de Dimitri della Faille, accessible en ligne http://classiques.uqac.ca/classiques/boas_franz/scientifiques_espions/scientifiques_texte.html, consulté le 23-01-2019.)

avec intelligence et humour dans *My Life as a Spy*⁹. Retenons-en que la défiance envers la recherche n'est pas un phénomène entièrement nouveau mais que l'arbre ne cache pas la forêt : jusqu'il y a peu, les sociétés démocratiques garantissaient la liberté de la recherche plus efficacement que la société aristocratique anglaise du 17^{ème} siècle. La recherche y apparaissait publiquement financée –donc présumée se trouver au service de l'intérêt général- et effectuée par des professeurs d'université respectés et quasiment aussi inamovibles que les magistrats. Les chercheurs jouissaient ainsi d'un statut privilégié qui n'avait rien à envier aux hobereaux anglais.

L'avènement de la science pressée et son impact sur la confiance

Mais depuis deux décennies, l'organisation de la recherche se modifie drastiquement et une des modifications les plus saillantes consiste en une *accélération généralisée* requise des chercheurs : 3 ans pour un doctorat là où 4 années étaient un minimum rarement atteint ; une obligation de publier vite, avant même la fin du doctorat là où il était interdit de publier quoi que ce soit en lien avec le doctorat avant la validation de la thèse par son jury. La situation ne s'améliore pas après le doctorat : quantité de commanditaires –dans les cabinets ministériels notamment- sont tellement pressés d'obtenir des résultats opérationnels que le temps des enquêtes empiriques est ridiculement trop court, obligeant les chercheurs à *ruser* pour paraître complaire à leurs exigences intenable. Oui : la ruse est devenue une arme, parfois même cyniquement revendiquée, de beaucoup de chercheurs. Cela même qui fait prendre les personnes subissant une domination forte pour des êtres retors, menteurs, absolument pas fiables...

Cette accélération a des effets sur la qualité de la recherche : elle oblige à prendre des voies rapides. Les autoroutes plutôt que des chemins de campagne avec à la clé une double uniformisation des productions et de modes de production... Les adversaires de cette évolution font parfois l'erreur stratégique de se revendiquer de la « slow science ». Mais la recherche scientifique est lente par définition. Il conviendrait plutôt de taxer les responsables de l'accélération d'adeptes irresponsables de la « fast science ». Ce n'est pas l'objet de ce texte et je ne m'y attarde pas.

L'accélération se mesure en termes relatifs : on va plus vite ou moins vite que ses concurrents et il s'agit d'arriver le premier. C'est ce qu'on appelle la compétitivité. La qualité suprême du plus compétitif, c'est l'excellence.

Quand la pression est telle, forcément la tentation s'accroît aussi d'emprunter des raccourcis qui sont des sens interdits ou de perpétrer d'autres infractions aux codes de conduite des gentilhommes que nous fûmes. C'est un effet systémique prévisible d'une compétition dérégulée.

Les effets indésirables d'un point de vue éthique se font sentir aussi bien par rapport aux compétiteurs (plagiat, dopage d'indices bibliométriques, exploitation des chercheurs temporaires, etc.) que par rapport aux acteurs de terrain : il faut aller vite, pas le temps de tisser une relation de confiance... Dans le premier cas de figure, ils transforment les centres de recherche en des lieux où l'arrivisme le dispute à la flagornerie, dans le second, ils transforment nos « terrains » en des passages obligés, ponctuels et formels. Dans les deux cas, le plaisir de la recherche s'évapore

⁹ Katherine Verdery, *My Life as a Spy. Investigations in a Secret Police File*, Durham et Londres, Duke University Press, 2018. Notons que l'érosion de la confiance envers la sociologie était un des arguments majeurs de Kai Erikson pour s'opposer à l'utilisation des méthodes d'observation clandestine en sociologie. Cf. Kai T. Erikson, « A comment on Disguised Observation in Sociology », *Social Problem*, vol. 14, n°4 (Spring, 1967), pp. 366-373.

mais c'est surtout l'absence des liens confiants dont je souhaite pointer la croissance avant d'évoquer les mesures prises pour y remédier. Remèdes, on le verra, peut-être pires que le mal.

Que fait le chercheur pressé –désormais l'épicène est heureusement de rigueur- et donc dans l'impossibilité de s'engager dans les subtils cycles de dons et contre-dons qui caractérisaient nos relations aux acteurs sociaux ? Réponse : il rémunère ses « informateurs » pour solde de tous comptes¹⁰. De toutes façons il ne reviendra pas alors autant passer contrat : ce que tu me racontes a de la valeur pour moi, je te paie et puis cela me servira à rédiger une publication qui servira ma carrière. Donnant-donnant. Je suis personnellement stupéfait du nombre de jeunes chercheurs qui développent d'eux-mêmes l'idée qu'ils sont foncièrement des prédateurs : qu'ils prennent de la substantifique moelle aux personnes rencontrées sans rien donner en échange. Autrement dit, eux-mêmes ne croient pas *qu'indirectement* leur recherche va bénéficier, à moyen ou à long terme, aux populations dont les personnes rencontrées sont un échantillon. Certains le vivent sans scrupule, d'autres avec mauvaise conscience mais cela leur semble lucide. L'*illusio* –pour parler comme Bourdieu- de la recherche est perdu pour eux. Si les chercheurs se conçoivent comme des prédateurs, rien d'étonnant à ce que des portions de plus en plus larges du grand public les prennent pour tels aussi. Or les prédateurs, on les tient à distance, on ne leur ouvre ni les portes de sa maison ni celles de son cœur. On s'en méfie comme de la peste (en un sens qui n'était pas celui de Freud).

Tant pour la qualité cognitive de nos recherches que pour la qualité éthique des liens que nous créons pour les mener à bien, il faut prendre son temps et en perdre beaucoup. Le temps perdu, on le comprend souvent rétrospectivement, n'était qu'*apparemment* perdu¹¹. Invisiblement il génère la créativité et la confiance. A l'inverse le temps pressé et compressé entame le capital de confiance accumulé au long des décennies et, dans un certain nombre de cas, il est bel et bien déjà épuisé.

Le formalisme éthique pour pallier la disparition de la confiance : un remède pire que le mal

Alors, bien sûr, la science pressée réagit mais elle réagit à sa manière : avec empressement.

Au lieu de s'interroger sur les modes d'organisation de la recherche qu'elle promeut, elle pare au plus urgent : elle généralise à l'ensemble des disciplines où se produit un contact humain l'usage d'une procédure « éthique » standardisée dont la fonction objective ne peut être que de protéger les institutions contre des plaintes relatives aux pratiques de leurs chercheurs qui pourraient les affecter. Quels sont les pires dommages qu'un chercheur pourrait infliger à une personne, à la fois un sujet humain et un objet de sa recherche ? Il est clair que les risques les plus graves concernent les atteintes à l'intégrité physique que des expérimentations de nature médicale sont susceptibles de provoquer. *Rien à voir* donc avec les dommages potentiellement engendrés par un chercheur en sciences sociales à travers la passation d'un questionnaire ou un entretien semi-ouvert. Qu'à cela ne tienne, l'éthique pressée va exiger du chercheur qu'il obtienne des personnes rencontrées le même type de consentement « libre et éclairé » que si elles devaient consentir à une opération chirurgicale. Pour l'administration d'une molécule nouvelle et l'administration

¹⁰ Osons la comparaison avec le passage d'une relation amoureuse à une relation tarifée : on comprend mieux du coup la conscience coupable qui se développe chez le chercheur, assez semblable à celle que l'on retrouve chez les clients de la sexualité mercenaire.

¹¹ Par contraste avec le temps perdu à remplir des questionnaires indigestes sur « l'éthique humaine » comme par exemple celui du Fonds National de la Recherche Scientifique belge.

d'un questionnaire, une même protection du chercheur –et, par devers lui, des institutions qui le financent- est instaurée. Bien entendu cela suppose que, comme dans un protocole expérimental, le chercheur soit en mesure d'indiquer d'emblée très précisément quel sera le déroulement de l'expérience, les résultats escomptés, les risques encourus, les mesures prises pour les limiter, etc. Est-il utile de rappeler que la démarche plus inductive des méthodes qualitatives exclut cette possibilité d'une prévision presque exhaustive du déroulement des opérations ?¹² Pour obtenir la certification éthique requise, les chercheurs seront donc à nouveau contraints de *ruser*, en l'occurrence de dissimuler leur incapacité structurelle à prévoir autrement que dans ses grandes lignes leur protocole de recherche. Ils vont donc faire semblant que la démarche consistant à obtenir d'entrée de jeu un consentement libre et éclairé fait sens et ils vont soumettre le formulaire à signer aux personnes avec lesquelles ils désirent s'entretenir. Outre que l'on ne se sent pas tout à fait droit dans ses bottes quand l'on est contraint de mentir, même pour la bonne cause, commence alors une autre histoire décapante de la confiance.

Car mettons-nous dans la peau d'une personne que nous voudrions interviewer. Tout d'abord, je vais me demander pourquoi tant de formalités. Ce sociologue désire seulement me parler à des fins scientifiques et j'ai répondu que j'y voyais d'autant moins d'inconvénient qu'il me garantissait l'anonymat. Pourquoi faut-il de la paperasse pour une interaction aussi simple et courante ? Et surtout pourquoi donc dois-je donner un consentement « libre et éclairé » ? Le consentement informel que je donne en lui parlant sans contrainte ne suffit-il pas ? Est-ce que cela cache anguille sous roche ? Y a-t-il un risque pour moi dont je ne prends pas la mesure ? La méfiance se fait d'autant plus forte que la menace est complètement indéterminée. Certes, il m'assure que non, le gentil sociologue. Mais pourquoi alors dois-je signer ? Et d'ailleurs pourquoi est-ce moi qui doit signer ? C'est lui qui s'engage à ne pas me causer de dommage et c'est moi qui doit marquer mon accord ? N'est-ce pas le monde à l'envers ? Je dois certifier que j'ai été bien informé des risques encourus et que je pourrai retirer mon consentement à n'importe quel moment. Cela me fait furieusement penser aux offres d'essai de produits ou de services : là aussi je suis obligé de cocher une case certifiant que je connais des conditions générales de vente que je ne connais évidemment pas et que je puis cesser mon abonnement sans devoir me justifier sitôt que je le voudrai. Les représentants qui essayent ainsi de me fourguer une assurance vie ou un abonnement de téléphonie mobile ne sont pas les personnes qui m'inspirent le plus confiance, bien au contraire¹³.

Ainsi donc le remède préventif imaginé pour pallier les effets indésirables de l'absence de temps nécessaire à créer la confiance contribue lui-même à entamer la confiance. On pouvait difficilement imaginer pire cercle vicieux. Le souci informulé de toute la procédure étant la protection préventive généralisée contre le mécontentement chez les acteurs pouvant résulter de la presse mise sur les chercheurs. On ne songe pas à remédier aux causes du mécontentement, on se protège formellement contre ses conséquences...

¹² Cf. Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, *L'aventure de la recherche qualitative. Du questionnement à la rédaction scientifique*, Ottawa, Les presses de l'Université d'Ottawa, 2018, p. 125 : « Les recherches fondées sur des méthodes qualitatives à dominance inductive sont variées. Il est donc souvent difficile de prédire les situations qui pourraient causer des dilemmes moraux pour le chercheur, puisque le processus de recherche est itératif »

¹³ Et si, comme c'est arrivé à une collègue désireuse de s'entretenir avec des personnes sans papier, le formulaire indique qu'en cas de réquisition par la police (ce qui n'est jamais arrivé en Belgique...), elle sera contrainte de leur communiquer toutes les informations en sa possession, il est normal que la méfiance se transforme en refus catégorique.

Conclusion : l'éthique *de* la recherche ou l'éthique *contre* la recherche ?

Cette procédure viciée n'est qu'un des nombreux travers de cette éthique à la fois simpliste dans son contenu et compliquée dans sa forme bureaucratisée qui est occupée à s'imposer de plus en plus souvent¹⁴. Gageons que nous assisterons d'ici peu à la création du métier de consultant en éthique de la recherche. L'expert maîtrisera la novlangue de l'éthique ainsi conçue et sera un interlocuteur obligé des chercheurs. Etranger au monde de la recherche empirique, il ignorera tout des vrais problèmes éthiques auxquels nous sommes constamment confrontés et qui ne se résolvent pas en signant des formulaires ou en cochant des cases de check-lists. Mais son rôle ne sera pas d'accompagner la réflexion éthique d'une équipe de recherche, il sera de la chaperonner en veillant au strict respect des exigences formelles des comités d'éthique des commanditaires. Je ne prétends pas que la réforme toujours en cours de l'organisation de la recherche soit seule responsable de cet état de fait déplorable. Déjà bien identifiées dans la littérature¹⁵, d'autres causes existent mais le passage à la science pressée les renforce grandement. C'est ainsi que par un paradoxe aberrant, l'éthique de la recherche –dans la forme institutionnelle qu'elle a prise aux Etats-Unis et qui tend à se généraliser partout ailleurs- devient un obstacle sérieux à la liberté de la recherche.

Jean-Michel Chaumont

¹⁴ Sur la critique et la recherche d'alternative, dans une littérature bien trop abondante pour être citée, je choisis un peu arbitrairement le recueil publié sous la direction de Will C. van den Hoonaard et Ann Hamilton, *The ethics rupture : exploring alternatives to formal research ethics review*, Toronto, University of Toronto Press, 2016.

¹⁵ En fait il suffit de lire l'histoire de la création des *Institutional Review Boards (IRB)* pour être convaincu de leur inanité en ce qui concerne les sciences sociales. Cf. Zachary M. Schrag, *Ethical Imperialism : Institutional Review Board and the Social Sciences, 1965-2009*, Baltimore, John Hopkins University Press, 2010. Zachary Schrag lui-même en a tiré les conclusions qui s'imposaient dans « The case against ethics review in the social sciences », *Research Ethics*, vol. 7, n°4, 120-131, 2011.